

Intitulé de l'épreuve : Civilisation : Europe centrale
Nombre de copies : 2

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

L'Etat-nation en Europe centrale

Dans son livre Minère des petits Etats d'Europe centrale, Istvan Bibo avance que le réveil national dans cette partie du continent s'est fait au déclin de la démocratie et des minorités, ce qui explique que les Etats-nations issus de la dislocation des empires centraux aient longtemps été des constructions fragiles, à tendance autoritaire.

On peut en effet s'interroger sur la pertinence historique d'un modèle politique issu de la révolution française dans un espace où les nations étaient imbriquées, sans continuité politique et géographique, éclatées sous la domination de différents empires. Dans Qu'est-ce qu'une nation ? Ernst Renan rappelle la conception française : la nation est un groupe homogène soudé par la volonté de se projeter ensemble dans l'avenir, tandis que l'Allemand Ronsbohm y voit davantage un groupe fondé sur les liens du passé et l'existence d'une langue et culture commune. Les nationalismes d'Europe centrale ont puisé dans ces deux modèles, et oscillé entre repli sur soi et ouverture pour jeter

les bases de sociétés nouvelles.

Une différence majeure avec le modèle français réside dans le fait qu'en France, l'Etat précède la nation, ce qui n'est pas le cas en Europe centrale. L'idée révolutionnaire d'Etat-nation est également étroitement liée à celle de démocratie, l'Etat tirant sa légitimité de la souveraineté nationale, ce qui implique l'organisation de consultations périodiques. Or, les premiers Etats-nations qui émergent de la première guerre mondiale peinent à se démocratiser.

L'avènement d'Etats ethniquement homogènes en 1945, et l'entrée dans la démocratie en 1989 semblent avoir donné toute spécificité aux Etats-nations d'Europe centrale. La crise migratoire de 2015, ainsi que la tendance « illibérale » de la Hongrie et de la Pologne viennent cependant nous rappeler que ces sociétés ont des compréhensions différentes du pacte social.

Nous rappellerons ici le difficile avènement de l'Etat-nation en Europe centrale (1), pour ensuite ~~soit~~ évoquer les spécificités de ce modèle dans cette partie de l'Europe, afin d'expliquer le raisonnement constaté dans la Hongrie et Pologne contemporaines (2).

L'idée d'Etat-nation est une invention de la révolution française, qui a été importée en Europe centrale, d'abord en Allemagne et en Pologne. En Allemagne, alors partie du Saint Empire Romain Germanique, dont les différents Etats étaient dominés par l'Autriche et la Prusse, le choc de la révolution française a suscité en réaction une prise de conscience de l'identité allemande. Le mouvement du Sturm und Drang (Gottfried Herder, Goethe) se révolte contre la pensée abstraite française, son maniérisme et son autoritarisme. Les romantiques allemands prennent conscience de l'authenticité de la culture germanique et commencent à appeler à la constitution d'une entité politique qui les rassemble : ce sera toute la question de l'unification autour de la Prusse ou de l'Autriche, qui traverse le XIX^e siècle.

En Pologne, la révolution réveille une nation qui avait disparu de la carte européenne à l'issue du troisième partage de 1794. Napoléon s'est rallié l'élite polonaise en restaurant un Grand Duché de Varsovie. Le partage fut cependant confirmé avec le congrès de Vienne de 1815.

Le XIX^e siècle est le théâtre d'une lutte continue des nations centre-européennes contre les « prisons des peuples » que sont les empires de Russie, Autriche et d'Allemagne. Les affrontements vont durablement marquer ces jeunes nations qui en cultivent une mémoire à la fois héroïque et douloureuse. La partie ~~polonoise~~ russe de la Pologne se révolte en 1830 pour le respect de ses droits nationaux. La rébellion sera réprimée massivement par le Tsar, ce qui brisera toute velléité d'indépendance pour plusieurs décennies. L'année 1848 est marquée par un « printemps des peuples » à Prague, Vienne et Budapest.

les insurges demandent une libéralisation politique (un ordre constitutionnel) et des droits nationaux (la constitution d'une diète nationale souveraine). Cependant, rapidement les contradictions des mouvements apparaissent. En Hongrie, Lajos Kossuth ne parvient pas à rallier les minorités (Slovènes, Croates) contre les autres impériaux. Dans l'ensemble de ce pays, les mouvements nationaux sont conduits par l'aristocratie qui constitue l'essentiel de la société politique. Seul en Allemagne et en Autriche, il n'y a pas de bourgeoisie nationale. Que ce soit en Pologne, Hongrie ou dans une moindre mesure en Tchéquie, elle est souvent juive ou allemande. En 1848, les masses paysannes sont encore indifférentes à la question nationale. Leur sujet de préoccupation majeure est celui de la redistribution des terres. Or, les leaders comme Lajos Kossuth ne souhaitent pas satisfaire cette demande.

Suite à sa défaite à Sadova, l'Autriche ~~Hongrie~~ se résout en 1867 au compromis austro-hongrois. Le royaume de Hongrie se voit donner un ensemble où les non hongrois (Croates, Slovènes, Roumains, Ruthènes) dominent en nombre. La transilvanie reste cependant une construction de référence pour le nationalisme hongrois, qui acceptera très mal le traité de Trianon.

La défaite de la Russie tsariste et des empires centraux lors de la première guerre mondiale a permis l'émergence des premiers Etats nationaux centraux. L'ordre issu des traités de Trianon et de Brest-Litovsk fait apparaître une situation contrastée : le principe des nationalités défendu par le Président Wilson semble prévaloir : l'Autriche, la Hongrie sont des Etats homogènes. Cependant, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie sont des

Intitulé de l'épreuve : Civilisation : Europe centrale
Nombre de copies : 2

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Etats multiethniques. Le contexte de l'entre-guerre ne permet pas le développement de démocraties saines. Au sortir de la guerre, les infrastructures sont détruites et les circuits économiques désorganisés. Bientôt ces Etats vivent affronter la crise de 1929 et la montée des périls nazis et soviétiques.

Pour l'historien François Fejtö (La Hongrie et les juifs et Roumains pour un empire d'outre-mer), l'échec de la période est également due à une conception trop étriquée de la nationalité : la Hongrie adopte dès 1920 une loi d'interdiction des juifs à l'université, dans un pays où la minorité juive était cependant la plus assimilée de l'empire austro-hongrois. L'événement d'une petite langue monoethnique aurait pu être considérée comme une opportunité par les nationalistes. Cela a cependant été vécu comme un traumatisme : en 1920 le régent Horthy attend le retour des Habsbourg.

Malgré, les destructions des minorités juives et le déplacement des minorités allemandes remodèlent profondément la carte de l'Europe centrale en 1945. Les Etats qui en émergent sont quasiment tous mono-ethniques. Nombreux sont ceux qui utilisent leur spécificité nationale (Roumanie

1989 a fait place à un certain désenchantement, même si l'attachement européen demeure profond.

C'est en particulier la crise migratoire de 2015 qui a révélé la spécificité est-européenne quant à l'idée de nation. La proposition de répartition de réfugiés syriens a unanimement été rejetée par la Slovaquie de Robert Fico (qui a cependant proposé d'accepter uniquement les Syriens chrétiens), la Hongrie de Viktor Orban, la Pologne de Jaroslaw Kaczinski et la Bulgarie de Borissov. Qu'ils soient orthodoxes, protestants ou catholiques, les sociétés ne souhaitent pas accueillir des migrants musulmans. L'Etat nation d'Europe centrale s'est révélé rétif au modèle multiethnique reposant sur une conception libérale et juridique de la nation, telle qu'elle prévaut à l'Ouest de l'Europe (patriotisme constitutionnel de Jürgen Habermas).

Ce refus a d'autant plus surpris les observateurs occidentaux que l'Europe de l'Est souffre d'un phénomène de dépopulation : Depuis 1989, la Pologne a perdu 3,5 millions d'habitants. Selon l'historien britannique Tony Judt, une explication réside dans le fait que depuis que les élites allochtones sont parties (juifs, allemands), les Etats sont dirigés par des parties qui flattent un provincialisme national étiqué, qui refuse à entrevoir le changement de manière positive.

Ce rétrécissement de la pensée est-européenne n'était pas inéluctable et il demeure des germes de transformation. La dissonance de cette partie du continent a notamment développé une réflexion originale et ouverte sur l'identité, qui concilie héritage national chrétien, tradition laïque et enseignements des Lumières. Bronislaw Geremek, Czeslaw Milosz, Václav Havel ont tous en commun une pensée de la

civilisation européenne, qui concilie tradition et ouverture. C'est une conception qui aurait beaucoup à apporter aux questionnements contemporains de l'Europe de l'Ouest. Cette tradition, qui plaçait au centre les exigences de liberté et de respect de l'intégrité humaine, est aujourd'hui masquée par les pouvoirs de Vienne ou Budapest.

x

x

x

L'émergence de l'Etat-nation en Europe centrale est donc intimement liée au destin tragique de cette partie du continent, qui fut longtemps disputée entre les grands empires. L'autoritarisme rétrograde de la Pologne et de la Hongrie et la conception exclusive de la nation de la plupart de ces Etats semblent confirmer que leur parcours démocratique n'est pas achevé. L'Europe centrale peut s'appuyer sur une autre tradition, celle de la dissidence, pour élaborer un récit plus ouvert. L'Etat nation peut également y évoluer de manière exemplaire. Comme le suggère Pierre Kende (La Hongrie, de Trianon à Bruxelles), l'Etat nation peut être ce lieu de compromis, à l'aise dans un ensemble supranational, comme l'était dans une certaine mesure l'Autriche-Hongrie pour la nation hongroise.